

La politique des modèles de croissance et le populisme en Europe centrale et orientale

Gábor Scheiring

Introduction

La montée simultanée du populisme et le déclin de la démocratie libérale en Europe centrale et orientale contrastent de manière frappante avec l'optimisme qui prévalait au cours des décennies précédentes quant à l'avenir de la région. Sans exception, chaque pays d'Europe centrale et orientale a adopté un modèle de croissance dépendant des exportations dans les années 1990 (Ban et Adăscăliței, 2022 ; Bohle, 2018 ; Schedelik et al., 2021). Ce modèle a tiré parti de l'appétit des entreprises manufacturières exportatrices occidentales à la recherche d'opportunités de réduction des coûts de production pour renforcer leur compétitivité. Pendant une décennie et demie, il a semblé que les blocs sociaux dominants qui géraient ce modèle de croissance pouvaient combiner une croissance économique rapide, une modernisation industrielle et une démocratisation, en apaisant les tensions inhérentes à une croissance dépendante des exportations.

À la fin des années 2000, la légitimité de ce modèle de croissance a commencé à s'effriter. Les forces sociales populistes ont remis en question le discours libéral légitimant le modèle et ont poussé à un changement institutionnel¹. La Pologne a été la première à produire un gouvernement populiste en 2005, sous l'égide du parti autoritaire et populiste Droit et Justice (PiS), qui a été réélu en 2015². La Hongrie a suivi en 2010, sous la direction du Fidesz de Viktor Orbán³. La République tchèque a également connu des vagues de populisme. En 2017, le parti populiste ANO 2011⁴, créé par le milliardaire Andrej Babiš, a été porté au pouvoir, tandis que le populiste pur et dur Miloš Zeman a également remporté l'élection présidentielle en 2018.

La montée du populisme dans la région de Visegrád a donné lieu à une véritable littérature universitaire. Un volet met l'accent sur les facteurs politico-économiques, interprétant le populisme comme un contre-mouvement aux modèles néolibéraux de la région (Czech et Kassner, 2021 ; Hann et Scheiring, 2021 ; Johnson et Barnes, 2015 ; Orenstein et Bugarič, 2020 ; Shields, 2015 ; Toplišek, 2020). Cependant, la littérature émergente ne s'est pas engagée à fond dans la discussion sur les modèles de croissance et leurs tensions internes.

¹ This essay defines populism as “a form of political claims-making—that is, a way of formulating appeals to a mass public using a Manichean logic that opposes the virtuous people to corrupt elites and affiliated out-groups” (Gidron and Bonikowski 2013, 24). When populists are elected to power, this does not necessarily lead to democratic backsliding. The more authoritarian and anti-liberal populist parties, such as Fidesz, are more inclined to engage in illiberal practices. This illiberalism entails a set of practices of government and social relations in the economy and culture, comprising a divergence from the norms and practices of pluralist, constitutional liberal democratic governance leading to varying degrees of regime change towards hybrid or autocratic regimes (Levitsky and Way 2002). It is also important to point out that liberal democracy is not the same as neoliberalism. Neoliberalism is not a fixed ideology but a constantly evolving and hybridized political project that emerged in reaction to embedded forms of capitalism with the aim of strengthening the profitability and power of the business class (Mudge 2008). Consequently, some liberal democracies are less neoliberal than others. Also, while some illiberal governments openly break with liberal democracy, they might remain within the framework of neoliberalism.

² Prawo i Sprawiedliwość (PiS).

³ Fidesz–Magyar Polgári Szövetség (Fidesz–Hungarian Civic Alliance).

⁴ Akce Nespokojených Občanů (Action of Dissatisfied Citizens).

Cette situation est problématique pour deux raisons. Premièrement, le cadre du modèle de croissance est sur le point de devenir la grille d'analyse dominante de l'économie politique comparée. En négligeant cette discussion, les études sur l'Europe de l'Est risquent de s'isoler des mouvements théoriques plus larges de la littérature. Deuxièmement, le cadre du modèle de croissance permet une synthèse élégante et critique des facteurs économiques et politiques, apportant ainsi une clarté conceptuelle dans un domaine accablé par une prolifération de concepts.

Dans cet essai, j'approfondis mes analyses précédentes de l'économie politique du populisme (Ban, Scheiring et Vasile, 2021 ; Scheiring, 2022 ; 2021 ; Scheiring et Szombati, 2020), en enracinant l'argument dans la perspective du modèle de croissance. Je déploie l'appareil conceptuel développé par Baccaro et Pontusson (2022 ; 2016) et Amable et Palombarini (2009) pour analyser la politique des modèles de croissance en République tchèque, en Hongrie et en Pologne. Je montre comment les blocs sociaux dominants ont construit les fondements institutionnels du modèle et géré ses tensions en apaisant les perdants relatifs dans les classes populaires et dans les rangs de la classe d'affaires nationale. Je soutiens que les différentes formes de gestion politique du modèle de croissance ont entraîné divers degrés de désintégration économique et sociale, ce qui a ouvert la voie à diverses coalitions sociales populistes qui ont modifié le modèle de croissance à différents degrés.

1. La politique des modèles de croissance

La perspective du modèle de croissance (PMC) est apparue en réponse aux limites de l'approche des variétés de capitalisme (VoC), l'appareil analytique dominant de l'économie politique comparée jusqu'à une date récente. La nouveauté de la PMG est triple. Premièrement, elle réintègre la macroéconomie dans l'économie politique comparée. Ce changement implique également une correction du biais néoclassique de l'approche VoC, en introduisant l'économie hétérodoxe (post-keynésianisme et École de la régulation) dans l'analyse. L'approche VoC se concentre sur les entreprises et la compétitivité, et sur la manière dont cela se traduit dans différentes configurations institutionnelles. Les questions de la demande et de la distribution sont négligées. En réintroduisant la macroéconomie, la PMC met en avant le rôle de la demande et de ses principales composantes. Deuxièmement, l'inégalité et les luttes distributives occupent une place centrale dans la PMC. Fondamentalement, les salaires ou les profits peuvent avoir des poids différents dans un modèle de croissance, et ces composantes agrégées s'excluent mutuellement. Un montant donné de valeur ajoutée ne peut être que la source de profits ou de salaires. La part des salaires et des profits dans l'économie constitue le revenu total généré. Ces composantes agrégées de la demande ne sont pas entièrement définies par des facteurs liés à l'offre, tels que la compétitivité, la technologie ou l'avantage comparatif – les institutions et la politique jouent un rôle central.

Cela nous amène à la troisième nouveauté de la PMC : elle replace le « politique » dans l'économie politique comparée. Contrairement aux structures institutionnelles du cadre VoC, les modèles de croissance ne sont pas automatiquement reproduits ; ils dépendent des coalitions sociales et de la politique pour leur stabilité à long terme. Chaque modèle de croissance est institutionnalisé par un bloc social dominant, avec un ensemble particulier d'institutions et de politiques qui satisfont les membres du bloc dominant. Dans le cas des démocraties, ces blocs dominants doivent également assurer leur majorité électorale. Ils impliquent donc également un ensemble de stratégies politiques, de récits et de politiques visant à légitimer le modèle et à obtenir suffisamment de voix. Les blocs sociaux dominants sont généralement composés de diverses factions de la classe d'affaires, les classes inférieures

jouant un rôle secondaire. Les membres d'un bloc social forment donc une hiérarchie, ils ne sont pas égaux et il existe toujours un certain degré de conflit distributif entre eux. La solution pour stabiliser le bloc est toujours temporaire. De cette façon, la PMC réintègre le changement dans l'économie politique comparée, offrant une boîte à outils analytique puissante pour analyser l'évolution ou la rupture des institutions. C'est sur cette troisième nouveauté que je m'appuie dans cet essai.

Les modèles de croissance peuvent connaître des crises, être déstabilisés par des chocs externes ou s'épuiser progressivement sous le poids de leurs propres contradictions internes. Ces crises ponctuelles ou graduelles agissent comme des contingences historiques qui remettent en cause le compromis de classe entre les segments du bloc social dominant. « Les capitalistes s'organisent politiquement en réponse aux crises économiques et tentent de redéfinir les arrangements politico-juridiques de manière à faciliter l'accumulation du capital » (Prechel, 2007, 6). Dans ces situations, les membres constitutifs d'une coalition de croissance doivent parvenir à un nouveau consensus et reconstituer le bloc social dominant (Amable et Palombarini, 2009). L'équilibre des pouvoirs détermine si la réponse à ces crises conduit à un nouveau modèle de croissance ou à la modification d'aspects périphériques du modèle dominant.

L'identification des factions critiques de la classe d'affaires qui constituent le bloc social dominant est au cœur des analyses basées sur la PMC. Dans les modèles de croissance dépendants des exportations de l'Europe centrale et orientale, la classe d'affaires est polarisée en fonction de l'accès aux marchés internationaux et à la technologie. Par rapport aux capitalistes transnationaux, les capitalistes nationaux ont moins accès aux secteurs les plus performants de l'économie mondiale. Par conséquent, la bourgeoisie nationale de ces États est structurellement encline à s'appuyer directement sur ses relations politiques informelles pour concurrencer les entreprises transnationales (Bandelj, 2016). Toutefois, le capital transnational doit également faire des compromis avec les élites politiques et économiques nationales pour garantir les conditions d'accumulation (Gates, 2008 ; Schrank, 2008). En fonction de leur pouvoir structurel et de leurs liens directs, les capitalistes nationaux ont pesé d'un poids différent dans les blocs sociaux dominants de la région de Visegrád. Cependant, ils ont toujours été relégués au second plan par rapport aux entreprises manufacturières d'exportation détenues par des étrangers.

Les technocrates – décideurs politiques dotés d'un capital culturel et social élevé et occupant des postes de décision, mais aussi des rôles critiques dans le secteur des affaires – fournissent des schémas d'interprétation élaborant la structure narrative du compromis qui cimenter le bloc social. Ils jouent également un rôle essentiel dans l'alignement des intérêts des entreprises, des hommes politiques et de l'électorat au sens large, légitimant et normalisant ainsi la structure institutionnelle du modèle de croissance. En l'absence d'une classe capitaliste au début des années 1990, les technocrates ont joué un rôle crucial dans la première phase de la transition vers le marché en Europe centrale et orientale en tant qu'intermédiaires des intérêts de la future classe d'affaires (Eyal, Széleányi et Townsley, 1998). Les systèmes politiques de ces pays étant des démocraties libérales, le bloc social dominant devait également tenir compte des besoins de l'électorat. Ces classes populaires ont exercé une influence plus ou moins grande sur l'élaboration des politiques.

Dans la suite de cet essai, je m'appuie sur cet appareil conceptuel pour analyser la politique du modèle de croissance de la région. Tout d'abord, je me concentre sur l'essor des modèles de croissance basés sur les exportations. Je montre la montée variée du populisme dans la période qui a suivi la crise financière mondiale de 2008, en soulignant également que les choix de gestion des tensions du modèle dans la période précédente ont influencé la manière dont les populistes au pouvoir ont essayé de changer le modèle après la crise.

2. L'essor du modèle de croissance fondé sur les exportations dépendantes

Dans les économies dépendantes des exportations de l'Europe centrale et orientale, les sociétés transnationales (STN), les technocrates et les politiciens libéraux constituaient les principaux éléments des blocs sociaux dominants pendant la majeure partie des années 1990 et 2000. Les capitalistes étrangers étaient au sommet de la hiérarchie, suivis par les technocrates et les politiciens. Cette coalition de croissance a institutionnalisé une politique industrielle basée sur l'ouverture économique et une préférence stricte pour les capitaux transnationaux.

Le modèle a également incorporé des stratégies de redistribution pour compenser partiellement la douleur causée par la baisse/stagnation des salaires réels et la baisse de la part des revenus du travail dans le PIB. Ces stratégies de compensation ont conduit à une combinaison d'austérité pour maintenir l'équilibre budgétaire, de déficits récurrents et de cycles d'endettement. Les capitalistes nationaux ont joué un rôle secondaire et ont eu une influence variable sur l'élaboration des politiques. Ils ont eu l'impact le plus important sur les institutions et les politiques qui n'entraient pas en conflit avec les intérêts/attentes des capitalistes transnationaux, comme les marchés publics, le commerce de détail ou l'agriculture. Les capitalistes nationaux ont gagné en puissance au cours de la seconde moitié des années 2000.

La libéralisation économique et l'intégration économique mondiale à partir de la fin des années 1980 ont déclenché une vague de chocs économiques contemporains : l'effondrement de l'ancien marché socialiste (Comecon), la libéralisation rapide des importations, la baisse de la demande intérieure et des réformes institutionnelles profondes. À long terme, de nombreuses entreprises qui auraient pu avoir une chance n'ont pas survécu à ces chocs (Amsden, Kochanowicz et Taylor 1994).

Le degré de désindustrialisation a varié en fonction de la stratégie adoptée. La Hongrie a été la première à ouvrir ses marchés et à adopter pleinement le modèle de croissance dépendante des exportations à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Dans le même temps, la Pologne et la République tchèque ont investi plus de temps et d'argent dans le développement de leur économie nationale. C'est en Hongrie que le nombre de faillites a été le plus élevé durant la première partie des années 1990, bien que la population hongroise soit quatre fois moins importante que celle de la Pologne (Scheiring 2021). La République tchèque a également tenté d'éviter les fermetures massives d'usines jusqu'en 1996. En Hongrie, une part considérable des entreprises d'État dotées de vastes systèmes de coopération commerciale et technologique a été détruite, ce qui a contribué à la perte de liens économiques. En revanche, un plus grand nombre d'anciennes entreprises socialistes ont survécu à la transition en Pologne et en République tchèque, et certaines d'entre elles sont devenues des entreprises nationales, ce qui a réduit la désintégration de leurs économies par rapport à la Hongrie.

L'intégration économique internationale a également ouvert la voie à une réindustrialisation dépendante grâce aux investissements directs étrangers (IDE) (Bandelj, 2008 ; Bohle et Greskovits, 2012). Là encore, la Hongrie a été le fer de lance de la concurrence pour les capitaux étrangers dans les années 1990 et 2000. La République tchèque a abandonné la construction d'un capitalisme national au profit d'un modèle fondé sur l'IDE dans la seconde moitié des années 1990, suivie à contrecœur par la Pologne.

Les économies d'exportation qui ont émergé dans la région ont été dominées par des entreprises industrielles étrangères, principalement allemandes. Au fil du temps, elles ont

engendré une modernisation industrielle significative ; les économies de la région sont ainsi devenues des exportateurs de produits manufacturés complexes et à forte intensité technologique. Il est remarquable que la part des exportations technologiquement complexes soit généralement beaucoup plus faible dans les pays avancés (tels que l'Allemagne ou l'Autriche) que dans les économies exportatrices dépendantes de la région. Par conséquent, les exportations complexes ne peuvent être considérées comme une mesure absolue du développement économique : la composante technologique des exportations totales d'un pays ne reflète pas les processus de production dans lesquels une économie se spécialise au sein des chaînes mondiales de produits de base.

Les STN n'ont pas eu d'effet d'entraînement substantiel sur l'économie nationale (Iwasaki et Tokunaga, 2013 ; Jensen, 2006) mais, une fois encore, le modèle de développement de la Hongrie, très dépendant des investissements étrangers, a enregistré les pires résultats. Le ratio de la valeur ajoutée nationale des exportations totales de la Hongrie par rapport à la valeur ajoutée étrangère est également faible, entre 25 % et 30 %. C'est en Pologne que la valeur ajoutée nationale est la plus élevée, atteignant environ 80 % de la valeur ajoutée étrangère, suivie par la République tchèque (43 %) (OCDE, 2020). La classe capitaliste nationale a été beaucoup plus mise à l'écart par le bloc social dominant en Hongrie que dans les autres pays de la région. Cette situation a des conséquences importantes pour le populisme et les changements institutionnels au cours de la période 2010.

En plus de générer des tensions au sein de la classe d'affaires, le modèle de croissance dépendant des exportations a également provoqué des tensions au sein des classes populaires. Ce modèle n'a pas été particulièrement efficace en termes de création d'emplois. Là encore, le bloc social hongrois dominant a adopté les politiques les plus extrêmes, si bien que l'effondrement de l'emploi en Hongrie a été supérieur à celui des autres pays. L'approche plus prudente et plus progressive de la restructuration des entreprises en République tchèque et en Pologne a ralenti la perte d'emplois. Dans les années 2000, la Hongrie avait le niveau d'emploi le plus bas de l'Union européenne (Eurostat, 2020a), ce qui a contribué à la colère des travailleurs. La Pologne a également connu plusieurs périodes de croissance sans emploi, de 1998 à 2004 (2005 : premier gouvernement PiS) et de 2008 à 2014 (2015 : deuxième gouvernement PiS). En 2017, les taux d'emploi polonais et hongrois ont atteint de nouveaux sommets, les gouvernements populistes en Pologne et en Hongrie ayant créé des emplois.

En outre, une grande partie des nouveaux emplois créés pendant la transition étaient précaires. La Pologne se targue d'avoir le pourcentage le plus élevé d'emplois temporaires parmi les 34 pays de l'OCDE, dépassant de loin les autres pays de la région de Visegrád (OCDE, 2019). La part des emplois temporaires a augmenté rapidement avant la première percée électorale du parti populiste PiS, atteignant 28,2 % en 2007 et 28,4 % en 2014, pour diminuer légèrement à 24,4 % en 2018 sous le deuxième gouvernement PiS. La République tchèque a réussi à éviter les fermetures massives d'usines et le chômage et à protéger la qualité des emplois et la sécurité des relations de travail (Sil, 2017).

L'expansion du marché dans les années 1990 a accru le stress psychosocial. Toutefois, en raison de son approche plus radicale de la restructuration économique, la Hongrie a été le seul pays de la région à connaître une crise de la mortalité au début des années 1990, avec des taux de mortalité masculine atteignant des niveaux inégalés dans les années 1930 (Scheiring, Irdam et King, 2018). La désindustrialisation a été un facteur important de la surmortalité masculine pendant la crise de mortalité postsocialiste. Les avantages économiques liés à l'accueil de sociétés transnationales ne se sont pas traduits par une amélioration de la santé de la population et pourraient avoir contribué aux inégalités en matière de santé (Scheiring et al., 2021). Cette crise démographique rend mieux compte de l'impact de la transformation postsocialiste que les indicateurs économiques abstraits : une partie importante de la

population a vécu la transition vers le marché comme un choc social, ce qui a contribué à la perte ultérieure de légitimité du modèle de croissance.

Le succès économique du modèle axé sur les exportations dépend de la répression de la croissance des salaires afin de stimuler la compétitivité des coûts des entreprises exportatrices. Dans l'ensemble de la région, les salaires réels ont baissé pendant une grande partie des années 1990, avant d'augmenter lentement dans les années 2000. En plus de cela, le choc psychosocial de la transition et la répression salariale ont également alimenté la désillusion des travailleurs, en particulier en Pologne et en Hongrie. Un an avant l'arrivée au pouvoir de Viktor Orbán en 2010, le revenu réel par habitant n'était supérieur que de 11 % à celui de 1978 (HCSO, 2020). La République tchèque a été le premier pays de la région de Visegrád à voir son niveau de salaire réel remonter au niveau de 1989 en 1996 (UNICEF, 2001). Les salaires polonais sont restés inférieurs à ceux de la République tchèque jusqu'en 2015. La croissance des salaires polonais a été faible entre 2000 et 2005 (avant l'élection du premier gouvernement PiS), tandis que le rythme de croissance des salaires polonais a commencé à dépasser celui des autres pays vers 2015 et a continué à le faire sous le deuxième gouvernement PiS.

L'évolution des salaires moyens a masqué des disparités de revenus croissantes. L'augmentation du coefficient de Gini en Europe de l'Est a été presque trois fois plus rapide que celle enregistrée dans les pays occidentaux où l'inégalité a augmenté le plus rapidement dans les années 1980 : le Royaume-Uni, les Pays-Bas et les États-Unis (Milanovic, 1998).

Les politiques sociales stratégiques, telles que la retraite anticipée, dans les années 1990, et la consommation alimentée par la dette dans les années 2000 ont contribué à légitimer temporairement le modèle de croissance. À cet égard, les économies de la région se sont éloignées de l'économie classique de l'Allemagne, fondée sur les exportations. Elles se sont comportées comme des modèles hybrides, caractérisés par une croissance de la consommation de type Europe du Sud, alimentée par l'endettement des ménages. Toutefois, bon nombre de ces prêts à la consommation ont été financés par des prêts en devises étrangères, et ce système a explosé avec la crise financière mondiale. En Hongrie, la proportion de ménages incapables de faire face à des dépenses imprévues est passée de 57 % à 75 % au cours de la période 2005-2009 (Eurostat, 2020b). La Pologne a également connu une forte proportion de personnes incapables de couvrir les dépenses imprévues en 2005, la plus élevée de la région à l'époque, ce qui correspond à la première percée électorale du PiS.

En résumé, les pays d'Europe centrale et orientale ont tous adopté une croissance dépendante des exportations. Cela a contribué à une mise à niveau industrielle significative dans les économies d'exportation. Toutefois, les gains technologiques ne se sont pas répercutés sur l'économie nationale, en particulier en Hongrie, où les capitalistes nationaux ont été mis à l'écart plus que dans d'autres pays. Dans le même temps, la croissance tirée par les exportations a nécessité la répression de la croissance des salaires. La croissance de l'emploi est également restée faible. La consommation financée par l'endettement est apparue comme une solution temporaire à la stagnation de la consommation, en particulier en Pologne et en Hongrie. Les politiques industrielles et sociales utilisées pour calibrer le modèle de croissance et apaiser les victimes ont divergé d'un pays à l'autre de la région. Les politiques industrielles et sociales ont échoué en Hongrie. La Pologne a été plus forte en matière de politique industrielle, mais plus faible en matière de politique sociale. La République tchèque a été la plus performante sur les deux fronts, ce qui lui a permis de se doter d'une solide bourgeoisie intérieure et d'une classe moyenne ouvrière apaisée. Les tendances divergentes à la désintégration économique et sociale ont ouvert des structures d'opportunités variées pour les coalitions sociales populistes.

3. Les corrections populistes du modèle de croissance

Dans une Hongrie socialement et économiquement désintégrée, les travailleurs précaires et la classe moyenne endettée ont perdu leurs illusions face au modèle de croissance dans les années 2000 (Pew Research Centre, 2009). Des recherches ont démontré que l'effondrement des partis de gauche néolibéralisés est fortement lié à leur programme de politique économique : les électeurs punissent sévèrement les partis de gauche dans les urnes pour avoir évolué vers la droite en matière de politique économique (Bodea, Bagashka et Han, 2019). Le soutien de la classe ouvrière au Parti socialiste hongrois⁵ a chuté de manière significative au cours des années 2000. En comparaison, le Fidesz et le Jobbik avaient gagné le soutien des travailleurs à la fin des années 2000 (Enyedi, Fábíán et Tardos, 2014, 553). Après la crise financière, le soutien au Fidesz et au Jobbik⁶ était également plus élevé parmi les familles endettées ayant contracté des prêts en devises étrangères (Enyedi, Fábíán et Tardos, 2014).

Toutefois, cette révolte de la classe ouvrière n'est pas le véritable moteur de la stratégie politico-économique du Fidesz. Le niveau élevé de désintégration économique a contribué à la popularité croissante du nationalisme économique parmi les capitalistes nationaux hongrois, ce qui a favorisé le succès électoral du Fidesz en 2010 et a contribué à la stabilité du régime depuis lors. Le contre-mouvement populiste hongrois est particulièrement fort parce que les capitalistes nationaux l'ont également adopté. Ces derniers, de plus en plus aliénés par les gouvernements de gauche et libéraux, avaient tout intérêt à contribuer à la formation d'un nouveau gouvernement qui faciliterait leur accumulation de capital.

Orbán s'est allié aux capitalistes transnationaux dans le secteur productif, mais sa principale réalisation est l'émancipation des capitalistes nationaux. Les capitalistes nationaux sont intégrés dans le bloc social dominant en tant qu'acteurs secondaires et bénéficient d'avantages dans des secteurs non commercialisables et non technologiques sur lesquels l'État exerce une influence considérable, tels que le commerce de détail, les marchés publics ou les banques. Toutefois, ces secteurs ne sont pas au cœur du modèle de croissance. Le centre dynamique de l'économie continue d'être dominé par les capitaux d'exportation étrangers. Le gouvernement Fidesz a intensifié les principes clés du modèle de croissance dépendant des exportations.

L'intégration des capitalistes nationaux dans le bloc social dominant a un prix : elle empêche de répondre aux besoins des travailleurs, qui espéraient vivement que le Fidesz changerait leur sort. L'accumulation accélérée de capital par les capitalistes nationaux et l'embourgeoisement de la classe moyenne supérieure ont nécessité plusieurs mesures qui ont réduit le pouvoir de négociation des travailleurs et contribué à la poursuite de la répression salariale. Le gouvernement Fidesz a modifié la structure existante des droits sociaux, démantelé les syndicats et toutes les formes institutionnelles primaires de représentation des intérêts des personnes socialement vulnérables, et aboli les régimes de politique sociale visant à redistribuer l'argent vers le haut.

Pour rendre ce modèle de croissance hautement conflictuel politiquement viable, les stratégies nationalistes-populistes du Fidesz utilisent la politique identitaire pour apaiser les perdants de la croissance tirée par les exportations – le logiciel discursif de l'autoritarisme en Hongrie. En outre, Orbán a également restreint la démocratie – le matériel institutionnel de l'autoritarisme. Depuis 2010, aucune élection en Hongrie n'a été libre et équitable, et le pays s'est dégradé en un régime compétitif, autoritaire et hybride. Le projet illibéral d'Orbán est, par essence, un projet basé sur l'élite qui exploite les sentiments populaires contre les élites libérales pour effectuer un demi-tour nationaliste dans l'élaboration de la politique économique afin d'intégrer les capitalistes nationaux dans la coalition de croissance.

⁵ MSZP – Magyar Szocialista Párt (Hungarian Socialist Party).

⁶ Jobbik Magyarországért Mozgalom (Movement for a Better Hungary).

Malgré une forte croissance économique, la Pologne a également connu une grave désintégration sociale sous la forme d'une croissance sans emploi, d'une forte inégalité des revenus et des régions, d'une précarité du marché du travail et d'un endettement. Au milieu des années 2000, les inégalités se sont creusées et les gens sont devenus mécontents de la situation économique de leur pays (Grosfeld et Senik, 2010). Bien que la désillusion générale à l'égard du capitalisme ait été plus faible en Pologne qu'en Hongrie, elle est restée très importante parmi les personnes à faible revenu : 50 % des 40 % de personnes ayant les revenus les plus faibles en Pologne pensaient que l'instauration de l'économie de marché en Pologne n'était pas bénéfique (Paczynska, 2005). Le contre-mouvement de la classe ouvrière déclenché par les politiques néolibérales d'économie de marché a donc joué un rôle crucial dans la montée du populisme en Pologne.

Toutefois, en Pologne, la désintégration de l'économie n'a pas atteint le même niveau qu'en Hongrie. Les outils de politique industrielle mis en œuvre par les différents gouvernements ont aidé les capitalistes nationaux à accumuler du capital et ont empêché l'émergence d'un dualisme marqué entre les secteurs économiques transnationaux et nationaux. Par conséquent, les populistes nationalistes du PiS ne peuvent prétendre au monopole de la représentation des intérêts des capitalistes nationaux en Pologne. Bien que le patriotisme économique se soit poursuivi après le tournant populiste, il n'est pas l'apanage du PiS : le principal parti d'opposition, la Plate-forme civique (PO) de Donald Tusk, entretient d'excellentes relations avec les capitalistes nationaux, qui faisaient déjà pression avec succès sur les politiques de développement de l'État avant le gouvernement populiste du PiS (Naczyk, 2021).

Par conséquent, la stratégie socio-économique du PiS diffère considérablement de celle du Fidesz (Raŧ et Szikra, 2018 ; Toplišek, 2020). Il y a moins de pression pour changer radicalement les fondamentaux de l'économie afin d'accélérer l'accumulation de capital domestique. Cela laisse également plus de place pour se concentrer sur les besoins des classes inférieures, bien que de manière nettement conservatrice et antilibérale (Grzebalska et Petó, 2018 ; Raŧ et Szikra, 2018). Les politiques sociales du PiS (telles que l'initiative phare de la famille 500+) ⁷ sont plus populaires que celles du Fidesz, entraînant un risque moindre d'aliénation de l'électorat de la classe ouvrière. Les inégalités de revenus ont diminué sous le gouvernement du PiS et augmenté sous celui d'Orbán. Depuis 2015, les dépenses de politique sociale ont été considérablement réduites en Hongrie et ont augmenté en Pologne. La grande pauvreté a diminué en Pologne après le tournant populiste de 2015 et a augmenté en Hongrie après le tournant populiste de 2010.

Bien qu'il soit erroné d'idéaliser le modèle tchèque, il est évident que la République tchèque a évité une grave désintégration sociale et économique. Avec des niveaux plus faibles de désintégration sociale et économique, le risque d'un contre-mouvement populiste virulent est plus faible. Bien que les partis et les hommes politiques populistes de la République tchèque s'appuient également sur le soutien de la classe ouvrière rurale désillusionnée, cela n'a pas été suffisant pour permettre une véritable percée illibérale ou une modification profonde du modèle de croissance. Bien que certaines des mesures prises par le Premier ministre Babiš aient érodé la qualité démocratique, ses tentatives de mettre la pression sur les tribunaux ou la société civile ont jusqu'à présent échoué. Son gouvernement a davantage agi comme une torsion technocratique populiste du même modèle de croissance, sans changement significatif de la structure économique sous-jacente et de la composition du bloc social dominant (Guasti, 2020).

L'État développementaliste tchèque a permis une meilleure intégration de l'économie nationale et une classe capitaliste nationale plus robuste. Les capitalistes tchèques ont donc

⁷ The Family 500+ is a benefit scheme that aims to improve birth rates and provide financial support to families. All Polish families with children under 18 receive a tax-free benefit of PLN 500 (~100 euros) a month.

moins besoin de chercher la protection des populistes nationalistes. Puisque la bourgeoisie nationale tchèque n'a pas été opposée aux institutions du capitalisme dépendant, comme dans le cas de la Hongrie, il y a eu moins de volonté de modifier fondamentalement le modèle de croissance. La bourgeoisie tchèque a fait partie intégrante de la coalition sociale dominante et n'a pas besoin de la protection des populistes nationalistes. Leader fondateur du parti ANO, Andrej Babiš, l'un des milliardaires du pays, est entré en politique en 2012 et a occupé les fonctions de ministre des finances et de vice-premier ministre de 2014 à 2017, puis de premier ministre à partir de 2017. Babiš incarne l'intégration des intérêts financiers tchèques dans l'État postsocialiste.

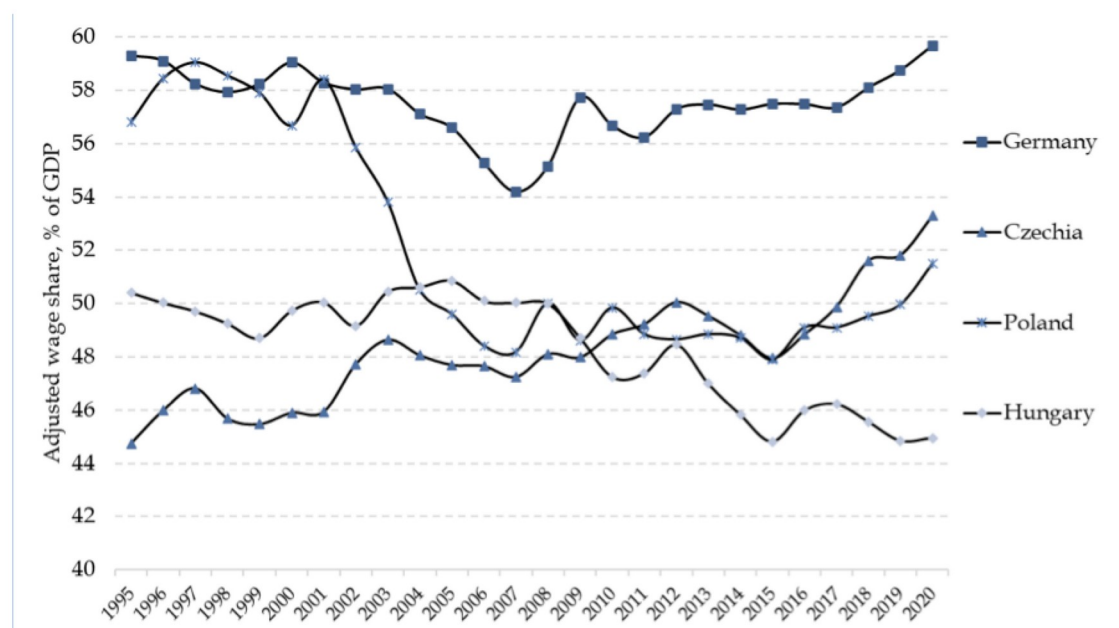


Figure 1. The evolution of the wage share in East-Central Europe
Source: European Commission (2022)

La figure 1 résume un aspect essentiel de la politique changeante des modèles de croissance dans la région, en montrant l'évolution de la part des salaires en République tchèque, en Pologne et en Hongrie, par rapport à l'Allemagne, l'archétype du pays axé sur les exportations. Cette figure étaye fortement le récit présenté dans cet essai. La part des salaires a considérablement diminué en Pologne et en Hongrie dans les années 1990 et 2000, à l'exception d'une brève période sociale-démocrate en 2002-2004 en Hongrie. En revanche, la République tchèque a combiné une croissance tirée par les exportations avec une augmentation continue de la part des salaires, bien qu'à partir d'un niveau relativement bas.

Toutefois, la Pologne et la Hongrie ont récemment connu des évolutions divergentes. Alors que le gouvernement populiste polonais a modifié le modèle de croissance en accordant plus d'attention aux besoins de la classe ouvrière rurale, le gouvernement populiste hongrois a doublé le modèle dépendant des exportations tout en faisant quelques concessions aux capitalistes nationaux. Le coût de ce virage économique nationaliste partiel a été supporté par les travailleurs, qui ont vu leur part de revenu diminuer de façon spectaculaire sous le gouvernement de Viktor Orbán.

Conclusion

Cet essai a montré comment les modèles de croissance dépendants des exportations de l'Europe centrale et orientale ont donné naissance à différentes coalitions sociales populistes.

Ces coalitions ont modifié certaines caractéristiques du modèle de croissance sans en altérer les fondements. Toutefois, le degré de changement diffère fortement d'un pays à l'autre. L'article explique ces différences en se référant aux différences dans la manière dont les blocs sociaux dominants ont géré politiquement le modèle de croissance de leur pays.

La stratégie néolibérale national-populiste de la Hongrie de Viktor Orbán repose sur une solide coalition sociale entre les politiciens nationalistes-populistes et les capitalistes nationaux, acceptant le rôle dominant des investisseurs étrangers dans les secteurs d'exportation à forte intensité technologique. Au départ, les travailleurs ont également soutenu cette nouvelle coalition de croissance, espérant que le virage nationaliste améliorerait leur sort. Cependant, les travailleurs ne sont pas les premiers bénéficiaires du tournant populiste ; ils paient le prix de l'accumulation accélérée du capital par la bourgeoisie nationale. Pour rendre le modèle politiquement viable, Orbán s'appuie sur des stratégies de légitimation nationalistes-populistes et des attaques autoritaires contre les institutions libérales.

Le populisme polonais repose sur une alliance entre les politiciens nationalistes-populistes et la classe ouvrière des zones rurales désindustrialisées qui s'est révoltée contre le libéralisme des élites. Les capitalistes nationaux étaient moins enclins à prendre un virage nationaliste-populiste. Ainsi, les populistes polonais sont moins ancrés dans l'élite économique, ce qui laisse plus de place à des politiques sociales plus attrayantes pour les masses et moins susceptibles d'aliéner l'électorat ouvrier. Ainsi, la part des salaires a commencé à augmenter en Pologne sous le règne du parti populiste PiS, ce qui contraste fortement avec la Hongrie. Les inégalités ont également diminué, contrairement à la Hongrie. Si le PiS continue de soutenir les champions nationaux, il ne s'agit ni d'une nouveauté ni d'une rupture radicale par rapport aux politiques industrielles patriotiques des périodes précédentes.

La version tchèque de la croissance dépendante des exportations a réalisé quelque chose de remarquable, en gérant cette croissance de manière à permettre une augmentation continue de la part des salaires. Des politiques sociales solides ont permis de réduire le nombre de perdants par rapport à la Hongrie ou à la Pologne. Dans le même temps, les politiques industrielles ont permis l'émergence d'une bourgeoisie nationale forte. À cet égard, la République tchèque ressemble à la Pologne : les populistes ne peuvent prétendre au monopole de la représentation des intérêts des capitalistes nationaux. Ainsi, le modèle de croissance de la République tchèque n'a nécessité que des ajustements mineurs. La marge de manœuvre pour un big bang populiste était plus réduite.

L'application du cadre "politique des modèles de croissance" à l'analyse du populisme présente des avantages significatifs. Bien que le matériel empirique couvre l'Europe centrale et orientale, le mécanisme de causalité identifié ici est pertinent pour d'autres pays semi-périphériques qui ont suivi un modèle de croissance dépendant des exportations. Les configurations locales des classes varient en fonction de la diversité géographique de l'histoire ; toutefois, la tendance de la croissance dépendante des exportations à générer une désintégration sociale est susceptible de jouer un rôle dans le malaise démocratique dans d'autres pays également.

Gabor Scheiring est titulaire d'une bourse Marie Curie à l'université Bocconi de Milan. Il a obtenu son doctorat à l'université de Cambridge, où il a également travaillé comme chercheur en économie politique. Ses recherches portent sur la manière dont les chocs économiques créent des inégalités de classe, de genre et de race en matière de santé et de bien-être, et sur ce que cela implique pour l'avenir de la démocratie. Son livre *The Retreat of Liberal Democracy* (Palgrave, 2020) a remporté le 2022 Book Award de la British Association for Eastern

European Studies. Ses travaux ont été publiés dans l'*Annual Review of Sociology, Theory and Society, Socio-Economic Review, Cambridge Journal of Economics* et *The Lancet*. Il a été membre du Parlement hongrois entre 2010 et 2014.

Ce texte a été traduit par Catherine Samary.

Références

- Amable, Bruno, and Stefano Palombarini. 2009. "A Neorealist Approach to Institutional Change and the Diversity of Capitalism." *Socio-Economic Review* 7 (1): 123-43.
- Amsden, Alice H., Jacek Kochanowicz, and Lance Taylor. 1994. *The Market Meets Its Match: Restructuring the Economies of Eastern Europe*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Baccaro, Lucio, and Jonas Pontusson. 2016. "Rethinking Comparative Political Economy: The Growth Model Perspective." *Politics & Society* 44 (2): 175-207.
- Baccaro, Lucio, and Jonas Pontusson. 2022. "The Politics of Growth Models." *Review of Keynesian Economics* 10 (2): 204-21.
- Ban, Cornel, and Dragoş Adăscăliţei. 2022. "The FDI-led Growth Models of the East-Central and South-Eastern European Periphery." In *Diminishing Returns: The New Politics of Growth and Stagnation*, edited by Lucio Baccaro, Mark Blyth, and Jonas Pontusson, 189-211. Oxford: Oxford University Press.
- Ban, Cornel, Gabor Scheiring, and Mihai Vasile. 2021. "The Political Economy of National-Neoliberalism." *European Politics and Society*, published online August 10, 2021, doi: 10.1080/23745118.2021.1956241.
- Bandelj, Nina. 2008. *From Communists to Foreign Capitalists: The Social Foundations of Foreign Direct Investment in Postsocialist Europe*. Princeton: Princeton University Press.
- Bandelj, Nina. 2016. "On Postsocialist Capitalism." *Theory and Society* 45 (1): 89-106.
- Bodea, Cristina, Tanya Bagashka, and Sung Min Han. 2019. "Are Parties Punished for Breaking Electoral Promises? Market Oriented Reforms and the Left in Post-Communist Countries." *SSRN Electronic Journal*, doi: 10.2139/ssrn.3361134.
- Bohle, Dorothee. 2018. "European Integration, Capitalist Diversity and Crises Trajectories on Europe's Eastern Periphery." *New Political Economy* 23 (2): 23953.
- Bohle, Dorothee, and Béla Greskovits. 2012. *Capitalist Diversity on Europe's Periphery*. New York: Cornell University Press.
- Czech, Sławomir, and Maciej Kassner. 2021. "Counter-Movement at a Critical Juncture: A Neo-Polanyian Interpretation of the Rise of the Illiberal Right in Poland." *Intersections. East European Journal of Society and Politics* 7 (2): 128-48.
- Enyedi, Zsolt, Zoltán Fábrián, and Róbert Tardos. 2014. "Pártok és szavazók, 2002-2014 (Parties and Voters, 2002-2014)." In *Társadalmi Riport 2014 (Social Report 2014)*, edited by Tamás Kolosi and István György Tóth, 532-56. Budapest: TÁRKI.
- European Commission. 2022. [AMECO Database](#). European Commission, Directorate General for Economic and Financial Affairs. Accessed November 14, 2022.
- Eurostat. 2020a. "[Employment and activity by sex and age \(1992-2020\) - annual data](#)" Eurostat [LFSI_EMP_A_H]. Accessed February 22, 2023.
- Eurostat. 2020b. "[Inability to Face Unexpected Financial Expenses: EU-SILC Survey](#)" Eurostat [ILC_MDES04]. Accessed February 22, 2023.
- Eyal, Gil, Iván Szelényi, and Eleanor Townsley. 1998. *Making Capitalism without Capitalists: Class Formation and Elite Struggles in Post-Communist Central Europe*. London: Verso.
- Gates, Leslie C. 2008. "Theorizing Business Power in the Semiperiphery: Mexico 1970-2000." *Theory and Society* 38 (1): 57-95.
- Gidron, Noam, and Bart Bonikowski. 2013. "Varieties of Populism: Literature Review and Research Agenda." *Working Paper Series* 13-0004, Weatherhead Center for International Affairs, Harvard University, Cambridge, MA.

- Grosfeld, Irena, and Claudia Senik. 2010. "The Emerging Aversion to Inequality." *Economics of Transition and Institutional Change* 18 (1): 1-26.
- Grzebalska, Weronika, and Andrea Petó. 2018. "The Gendered Modus Operandi of the Illiberal Transformation in Hungary and Poland." *Women's Studies International Forum* 68 (May–June): 164-72.
- Guasti, Petra. 2020. "Populism in Power and Democracy: Democratic Decay and Resilience in the Czech Republic (2013–2020)." *Politics and Governance* 8 (4): 473-84.
- Hann, Chris, and Gábor Scheiring. 2021. "Neoliberal Capitalism and Visegrád Countermovements." *Europe-Asia Studies* 73 (9): 1555-68.
- HCSO. 2020. "[Gazdaságilag Aktívak, Bruttó Átlagkereset, Reálkereset \(1960–\) \(Activity Rate, Gross Average Wage, Real Wage \[1960–\]\)](#)" Hungarian Central Statistical Office, Budapest. Accessed March 19, 2020.
- Iwasaki, Ichiro, and Masahiro Tokunaga. 2013. "Spillover versus Ownership: A Meta-Analysis of Transition Literature." *RRC Working Paper Series* 42, Russian Research Center, Institute of Economic Research, Hitotsubashi University.
- Jensen, Camilla. 2006. "Foreign Direct Investment and Economic Transition: Panacea or Pain Killer?" *Europe-Asia Studies* 58 (6): 881-902.
- Johnson, Juliet, and Andrew Barnes. 2015. "Financial Nationalism and its International Enablers: The Hungarian Experience." *Review of International Political Economy* 22 (3): 535-69.
- Levitsky, Steven, and Lucan Way. 2002. "The Rise of Competitive Authoritarianism." *Journal of Democracy* 13 (2): 51-65.
- Milanovic, Branko. 1998. *Income, Inequality, and Poverty during the Transition from Planned to Market Economy*. World Bank, Washington, DC.
- Mudge, Stephanie L. 2008. "What Is Neo-Liberalism?" *Socio-Economic Review* 6 (4): 703-31.
- Naczyk, Marek. 2021. "Taking Back Bontrol: Comprador Bankers and Managerial Developmentalism in Poland." *Review of International Political Economy*, published online June 28, 2021, doi: 10.1080/09692290.2021.1924831.
- OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development). 2019. "[Temporary Employment, Total, % of Dependent Employment, 1980 – 2018.](#)" OECD, source: [Labour Market Statistics: Employment by Permanency of the Job: Incidence](#). Accessed October 30, 2019.
- OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development). 2020. "[Trade in Value Added: Domestic Value Added in Gross Exports](#)", *OECD Statistics on Trade in Value Added Database*. Accessed March 24, 2020.
- Orenstein, Mitchell A., and Bojan Bugarič. 2020. "Work, Family, Fatherland: The Political Economy of Populism in Central and Eastern Europe." *Journal of European Public Policy* 29 (2), published online October 19, 2020, doi: 10.1080/13501763.2020.1832557.
- Paczynska, Agnieszka. 2005. "Inequality, Political Participation, and Democratic Deepening in Poland." *East European Politics & Societies* 19 (4): 573-613.
- Pew Research Centre. 2009. *The Pew Global Attitudes Project 2009. Two Decades After the Wall's Fall: End of Communism Cheered but Now With More Reservations*. Washington, DC: Pew Global.
- Prechel, Harland, ed. 2007. *Politics and Neoliberalism: Structure, Process and Outcome*. Oxford: Elsevier.
- Raț, Cristina, and Dorottya Szikra. 2018. "Family Policies and Social Inequalities in Central and Eastern Europe: A Comparative Analysis of Hungary, Poland and Romania between 2005 and 2015." In *Handbook of Family Policy*, edited by Guðný B Eydal and Tine Rostgaard, 223-35. Cheltenham: Edward Elgar.
- Schedelik, Michael, Andreas Nölke, Daniel Mertens, and Christian May. 2021. "Comparative Capitalism, Growth Models and Emerging Markets: The Development of the Field." *New Political Economy* 26 (4): 514-26.
- Scheiring, Gábor. 2021. "Varieties of Dependency, Varieties of Populism: Neoliberalism and the Populist Countermovements in the Visegrád Four." *Europe-Asia Studies* 73 (9): 1569-95.
- Scheiring, Gábor. 2022. "The National-Populist Mutation of Neoliberalism in Dependent Economies: The Case of Viktor Orbán's Hungary." *Socio-Economic Review* 20 (4): 1597-623.

- Scheiring, Gábor, Aytalina Azarova, Darja Irdam, Katarzyna J. Doniec, Martin McKee, David Stuckler, and Lawrence King. 2021. "Deindustrialization and the Postsocialist Mortality Crisis." *PERI Working Paper* 541, Political Economy Research Institute, University of Massachusetts, Amherst.
- Scheiring, Gábor, Darja Irdam, and Lawrence King. 2018. "The Wounds of Post-socialism: A Systematic Review of the Social Determinants of Mortality in Hungary." *Journal of Contemporary Central and Eastern Europe* 26 (1): 1-31.
- Scheiring, Gábor, and Kristóf Szombati. 2020. "From Neoliberal Disembedding to Authoritarian Re-embedding: The Making of Illiberal Hegemony in Hungary." *International Sociology* 35 (6): 721-38.
- Schrank, Andrew. 2008. "Homeward Bound? Interest, Identity, and Investor Behavior in a Third World Export Platform." *American Journal of Sociology* 114 (1): 1-34.
- Shields, Stuart. 2015. "Neoliberalism Redux: Poland's Recombinant Populism and its Alternatives." *Critical Sociology* 41 (4-5): 659-78.
- Sil, Rudra. 2017. "The Battle over Flexibilization in Post-Communist Transitions: Labor Politics in Poland and the Czech Republic, 1989–2010." *Journal of Industrial Relations* 59 (4): 420-43.
- Toplišek, Alen. 2020. "The Political Economy of Populist Rule in Post-Crisis Europe: Hungary and Poland." *New Political Economy* 25 (3): 388-403.
- UNICEF (United Nations Children's Fund). 2001. "A Decade of Transition." *Regional Monitoring Report* 8, UNICEF Innocenti Research Centre, Florence.